

# SUR LE FRONT

## UNITÉ SYNDICALE ? *Ericsson à l'avant-garde !*

*D'accord...*

*Mais pas avec les patrons !*

Par la voix de Guigui, le bureau clandestin de la C.G.T. en France vient d'appeler les travailleurs à lutter contre la déportation et pour le relèvement de 50% des salaires. Guigui a nettement montré que les ouvriers ne peuvent obtenir de succès que sur le terrain de l'action collective : union, solidarité, discipline, et par les méthodes qui s'y rapportent : résistance passive, grèves, manifestations de masse. Puis il a conclu en donnant comme consigne de rejoindre immédiatement les syndicats, au sein desquels les travailleurs pourront se défendre efficacement.

Il faut, en effet, rejoindre les syndicats et y poursuivre sans répit une lutte revendicative : réduction des heures de travail, amélioration du ravitaillement, réajustement des salaires ; il faut y faire échec aux manœuvres paternalistes de Vichy. Fort bien. Mais qui s'oppose à la réalisation de ce programme ? Quel ennemi rencontrons-nous ? Voilà ce qu'on oublie de nous dire le porte-parole de la C.G.T.

Qui s'oppose au relèvement des salaires ? Le patronat français. Qui a inspiré les derniers décrets Laval sur la division en huit catégories ; qui empêche les bénéficiaires de guerre, quelle qu'en soit l'origine, et malgré tous les "scrupules patriotiques" du monde ? Le patronat français. Qui, chez Ericsson, chez Amiot, sur les chantiers, fait intervenir la Gestapo pour réduire la résistance ouvrière ? Qui profite des œuvres sociales véreuses et des cantines de misère ? Le patronat français.

Pourquoi ne pas le dire ? La C.G.T. aurait-elle peur d'effaroucher la bourgeoisie de Londres, d'où ses appels sont lancés ? Bien mieux, Guigui s'adresse à la "compréhension" du patronat français pour faciliter l'action des travailleurs en vue de l'augmentation des salaires. On ne peut mieux tomber. Attendons, sans curiosité d'ailleurs, le résultat de cette généreuse suggestion !

Dans ces conditions, quel est ce syndicalisme qui prétend assurer la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière avec la collaboration patronale ? C'est vraiment faire bon marché de toute la propagande de notre vieille C.G.T. autour de son mot d'ordre de base, de sa raison d'être : la SUPPRESSION DU SALARIAT.

Nous ne voyons pas bien en quoi ce syndicalisme-là se distingue des pratiques d'un Jouhaux ou d'un Belin. Et nous n'en voulons pas.

Il faut rejoindre les syndicats. Mais il n'y a de défense véritable de nos revendications, que s'il y a dans le syndicalisme même, la volonté et une action vigoureuse pour l'un ou de tous les travailleurs en vue de leur émancipation définitive.

C'est dire que l'action syndicale est inséparable de l'action politique révolutionnaire, qu'elle en fait partie. L'issue de ce combat dépend de la cohésion des forces prolétariennes. D'où la nécessité de regrouper ces forces dispersées dans le Front Ouvrier de tous les travailleurs, sans distinction de parti ou de tendance.

Le Front Ouvrier, c'est la base du syndicat. C'est aussi la base des comités d'entreprises et de localités, la base des sociétés de demain.

Unis dans les syndicats pour leurs combats défensifs, les travailleurs doivent être dans l'offensive finale contre la bourgeoisie mondiale. On ne peut séparer ces deux aspects de la lutte ouvrière. L'action syndicale qui ne s'encadrerait pas dans cette perspective n'aurait d'autre objectif que de s'accrocher aux manœuvres parlementaires. On sait ce que cela a donné, entre 1936 et Novembre 1938.

Il ne suffit plus aux patrons de nous avoir arraché les 40 heures. Il faudrait maintenant rattraper le temps perdu pendant les alertes.

L'ensemble de la boîte a refusé de faire cette récupération. Menaces de suppression des primes et du boni. Mais les grèves victorieuses de juin dernier, à la suite desquelles furent obtenues une augmentation des salaires et la libération des ouvrières arrêtées comme otages, ont porté leurs fruits. Confiants en leur force, les gars de chez Ericsson viennent, par leur attitude unanime, de mettre une fois de plus la Direction en échec : celle-ci a dû faire afficher qu'aucune sanction ne serait prise pour cette fois...

« Ni la prochaine !... » déclare-t-on dans la boîte.

## *Fin d'alerte chez Amiot (Colombes)*

Pour atteindre plus vite les abris, un grand nombre d'ouvriers sautent dans les camions. Au retour, un gardien zélé prétend que ce procédé perd du temps et menace de sanctions les retardataires. Un attroupement se fait autour du flic qui ne doit son salut qu'à l'arrivée du Directeur. Des cris s'élèvent : « A mort ! »

C'est qu'en effet les ouvriers de chez Amiot n'ont pas oublié la terrible répression qui s'est abattue sur eux il y a 2 mois, lorsque les nazis découvrirent des bombes dans plusieurs ateliers : 41 otages arrêtés ! Cette fois, ils sont décidés à prendre leur revanche contre les patrons et, s'il le faut, contre les S.S. Un ouvrier, repéré par le

## *Devant notre propagande de*

## LA GESTAPO POURCH

Depuis 15 jours, la Gestapo est sur les dents. Essayant de parer au coup mortel que notre propagande de fraternisation porte au régime nazi, elle pourchasse nos militants, aidée en cela par les rapports de la Préfecture. Dans son aveuglement, la Gestapo recherche et arrête également des prétendus trotskystes, anciens militants politiques ou syndicaux sympathisants, et qui avaient cessé depuis la guerre toute activité réelle. Tous ceux qui, de près ou de loin, nous ont approchés, sont visés.